

\$350 par mois au minimum. Mais ce n'est pas cette classe de gens qui m'intéresse le plus. Une femme dont le mari gagne \$50 par semaine écrit:

Nous avons deux garçons et ce n'est qu'en menant une vie d'hermites et en réduisant la nourriture au minimum que nous parvenons à subsister à même le salaire de mon mari. Il me fait horreur de songer au sort de ceux qui gagnent encore moins.

Une autre femme écrit:

Avez-vous déjà essayé de vivre avec \$77 par mois, quand il faut nourrir, vêtir et loger chaudement deux enfants, tout en s'efforçant de faire bonne figure? Je n'ai pour me soutenir que moi en Dieu et aux valeurs spirituelles.

Comme dit l'auteur, plusieurs de ces lettres sont vraiment tragiques. L'article poursuit:

Il y a le cas de cette femme, mère de deux enfants, dont le mari est conducteur d'autobus. Le salaire net de cet homme pour deux semaines est de \$72.50. Comme il lui est impossible de joindre les deux bouts avec ce salaire, il est contraint de vendre la petite maison qu'il avait bâtie avec sa femme.

"Quand je regarde la maison, écrit-elle, je pense à tous les clous que j'ai enfoncés, à toutes les pierres que j'ai transportées pour le drainage, à la toiture sur laquelle nous avons tellement travaillé, au froid et à la pluie, aux rires et aux larmes. C'est pour toutes ces choses que nous aimons notre maison. Mais elle est à vendre.

"J'en ai assez de compter chaque sou, de dire à mes enfants que nous n'avons pas les moyens d'aller au cinéma ou de jouer aux quilles. J'en ai assez d'acheter des os pour faire une soupe au lieu d'avoir un rôti, de marcher au lieu de prendre l'autobus et de n'avoir pas un seul congé.

J'en ai plein le dos de ne faire qu'exister mais de ne pas vivre.

Voilà ce qu'écrit cette femme en des termes que je ne lui reproche pas. J'ai entendu certains députés en employer de plus énergiques au sujet du coût de la vie. Je crois qu'eux non plus n'ont pas tort. Si vous voulez savoir ce que disent les gens, vous n'avez qu'à visiter certaines régions minières et agricoles. Vous saurez alors à quoi vous en tenir sur ce qu'on dit de la cherté de la vie. Il est temps que le Gouvernement prenne des mesures précises et pratiques à ce sujet.

L'honorable député de Fraser-Valley (M. Cruickshank) nous dit que le meilleur moyen d'obvier à la situation c'est probablement de recourir aux impôts. Étudions quelques-unes des causes de la hausse du coût de la vie. L'une des plus importantes est l'impôt levé par le Gouvernement. Chacun sait que l'impôt direct dont le Gouvernement décide de frapper un article en augmente le coût. Le relèvement de l'impôt sur le revenu diminue la puissance d'achat et abaisse d'autant le niveau d'existence. Il n'y a pas lieu de réduire le niveau de l'abattement à l'égard de l'impôt sur le revenu. Vu le coût élevé de la vie, la somme de \$2,000 par an,

soit \$166 par mois, c'est déjà assez peu pour permettre à une personne mariée de subsister.

Les impôts indirects devraient être abolis. Ils ne sont qu'un moyen subtil d'abaisser le niveau d'existence des gens sans qu'ils s'en rendent parfaitement compte. Il est inutile de la part du Gouvernement de dire qu'il fera quelque chose si cela devient nécessaire, parce que c'est là un autre moyen direct de hausser le coût de la vie. Dès qu'une entreprise commerciale entend parler de réglementation éventuelle des prix, elle se hâte, c'est indubitable, de majorer ses prix en prévision de la chose.

Une deuxième raison de la hausse du prix de la vie ce sont les bénéfices considérables que réalise l'industrie. Je ne parle pas de tous les secteurs de l'industrie; mais depuis quelques années, presque tous sont de cette catégorie. J'aimerais consigner certaines données à propos des bénéfices qu'on a touchés. Je ne suis pas de ceux qui ne croient pas à la nécessité des bénéfices. Aucune entreprise ne peut fonctionner sans bénéfices. Le travail même ne peut exister sans les bénéfices qu'on lui verse sous forme de salaires; car ce sont véritablement des bénéfices. Aucun cultivateur ne peut vivre sans bénéfices. Mais il y a aussi des excédents de bénéfices, surtout à cette époque difficile où le prix de la vie est si élevé. Voici un passage du *Labour Research* de décembre 1950:

Les bénéfices ont atteint, ou peu s'en faut, un sommet. En 1949, une fois l'impôt déduit, les bénéfices des sociétés s'élevaient, au total à \$1,241,000,000 (BFS). Ce chiffre est inférieur de 18 millions à celui de 1948. Il y a tout lieu de croire, cependant, qu'en 1950 l'écart sera plus que comblé. Les états financiers de 38 sociétés dont l'année financière se termine le 31 août 1950 ou plus tard, publiés en résumé dans le *Financial Post*, témoignent d'une augmentation de \$7,314,409 soit de 12.7 p. 100 par rapport à 1949. Même si le pourcentage de l'augmentation des bénéfices globaux pour 1950 n'était que de la moitié, le total pour 1950 s'établirait à \$1,320,000,000 environ, soit à 75.8 p. 100 de plus par rapport à 1946.

On ne peut guère trouver à redire aux bénéfices. Il ne faut pas se faire d'illusions, toutefois, à propos des bénéfices énormes réalisés durant la dernière guerre. En 1939, d'aucuns affirmaient à la Chambre qu'il ne fallait pas qu'on puisse profiter de la guerre pour faire de l'argent. Quelles inepties! Il saute aux yeux que l'industrie a prospéré, qu'on a fait beaucoup d'argent durant la guerre. C'était, à mon avis, profiter de la guerre. Il faudra y voir, ou nous nous engageons dans la même voie.

Je parlais tout à l'heure des salaires comme l'un des facteurs servant à déterminer les prix. S'il doit y avoir régie des prix, c'est dès maintenant qu'on doit l'établir, et il faut